

Interview de Nicole Fontaine: la commission de contrôle budgétaire du Parlement européen (Bruxelles, 5 février 2008)

Source: Interview de Nicole Fontaine / NICOLE FONTAINE, Étienne Deschamps.- Bruxelles: CVCE [Prod.], 05.02.2008. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:05:07, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_nicole_fontaine_la_commission_de_controle_budgetaire_du_parlement_europeen_bruelles_5_fevrier_2008-fr-6f2daee7-927e-4eee-9e4c-84159f5b8a49.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Nicole Fontaine: la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen (Bruxelles, 5 février 2008)

[Étienne Deschamps] Au cours de votre mandat de présidente vous avez eu à faire, si je puis dire, au travail et au contrôle que voulait exercer la commission de contrôle budgétaire. La Cocobu, terme un peu barbare, mais pouvez-vous nous dire de quoi il s'agissait et quels étaient les enjeux de ce contrôle possible sur le domaine budgétaire de la part de...?

[Nicole Fontaine] Oui, d'ailleurs la commission du contrôle budgétaire avait eu un rôle important dans le renversement de la Commission Santer puisque découvrant des anomalies dans les agissements d'un certain nombre de commissaires, encore une fois et pas seulement de madame Cresson, ils avaient demandé des explications qu'ils n'avaient pas obtenues. Et lorsque monsieur Prodi a constitué son équipe, qu'il a été donc désigné président de la Commission et que je me suis trouvée à la responsabilité de la présidence du Parlement européen, je dois la vérité de vous dire qu'un certain nombre de collègues, notamment de la Cocobu, la fameuse commission du contrôle budgétaire, n'auraient pas détesté de remettre ça, oui. Et se sont mis à chercher des poux. Bon. Alors là, ça a été vraiment une période un peu folle. Alors avec, il faut bien le dire, ça a été certainement une des périodes les plus politisées que nous ayons vécues du Parlement européen. Parce que l'assemblée, et notamment au sein de mon groupe, avait le sentiment que ce n'était pas normal que le président de la Commission soit plutôt de gauche, quand même, alors que l'assemblée était majoritairement à droite. Bon. Donc, vous voyez tout cela s'inscrit dans la même maturité politique, l'accession à la maturité politique du Parlement européen et donc une forte conscience que ce n'était pas normal et d'ailleurs personne d'autre que monsieur Barroso aurait pu être, sauf avoir le même profil si vous voulez, au moment de la nomination de monsieur Barroso...

[Étienne Deschamps] Il fallait quelqu'un de la même obédience politique de toute façon.

[Nicole Fontaine] Bien sûr. La P.P.E. n'aurait pas supporté une deuxième fois que le président de la Commission soit désigné, tout en ayant donné quand même son assentiment, ils n'en ont pas fait une histoire, mais c'était resté comme quelque chose de... C'était resté et puis le souvenir qu'au moment du renversement de la Commission Santer, le Parlement européen s'était illustré, qu'on avait beaucoup parlé de lui et qu'après tout les mêmes causes pourraient produire les mêmes effets sans se rendre compte que ça aurait été un désastre et moi évidemment je me suis alors arc-boutée, j'ai vraiment...

[Étienne Deschamps] Quel peut être le rôle alors du président du Parlement qui sent qu'au sein de cette Cocobu il y a certains velléitaires qui sont prêts à aller très loin, à déterrer une nouvelle fois la hache de guerre? Comment le président peut-il calmer un peu ses troupes?

[Nicole Fontaine] Ah, ben, d'abord en les désavouant. Je me souviens avoir écrit des lettres très sévères à madame Stauner, très, très sévères du genre de: «Vous en dites trop ou pas assez. Les accusations que vous portez sont très graves. Ou vous êtes en mesure de les prouver ou rien. Bon. Mais la rumeur, moi, la présidente, je n'accepte pas.» Et puis, en travaillant alors activement avec une femme merveilleuse, qui malheureusement est décédée, c'est Loyola de Palacio qui était vice-présidente de la Commission, chargée des relations avec le Parlement. Et là, nous avons toutes les deux travaillé au coude à coude à un accord de bonne conduite entre nos institutions. Pour faire court, accord de bonne conduite, on ne l'a pas appelé comme ça, mais c'était...

[Étienne Deschamps] Accord cadre.

[Nicole Fontaine] Voilà, c'était l'accord cadre. Ça a été difficile, très difficile. On y a passé le temps qu'il fallait, qui était nécessaire.

[Étienne Deschamps] Difficile pourquoi? Vous aviez le sentiment qu'à chaque côté de la table il n'y avait pas de volonté réelle?

[Nicole Fontaine] Ah, ben, parce que ma marge de manœuvre était quand même... Il ne fallait pas humilier

la Commission. Le commissaire Prodi, le président Prodi ne pouvait pas accepter que la Commission soit humiliée. Et même madame de Palacio avait une haute idée de ce qu'était la Commission. Donc, il fallait vraiment trouver les articulations qui fassent qu'aucune des deux institutions ne soit humiliée mais qu'on mette suffisamment d'huile dans les rouages pour que ça fonctionne bien et cet accord, maintenant, fonctionne tout à fait bien et les relations sont tout à fait pacifiées, absolument, je crois que... Avec peut-être des petites résurgences comme celles dont je vous parlais tout à l'heure à propos du commissaire Buttiglione.

[Étienne Deschamps] Alors, ceci pour la Commission.

[Nicole Fontaine] Là ça a failli chauffer fort!